

visita les côtes de l'Atlantique et particulièrement le Brésil; l'archiduchesse l'accompagna jusqu'à Madère où elle attendit le retour de son époux.

A son retour, le prince s'adonna tout entier à la réorganisation de la marine autrichienne qui fut distraite du département de la guerre pour constituer un ministère indépendant. Par le combat naval de Lissa on a vu qu'il avait réussi à rendre respectable cette marine. Avec la direction supérieure de la marine, l'empereur d'Autriche concéda à son frère la lieutenance du royaume lombardo-venitien. Pendant deux ans, l'archiduc remplit ces fonctions délicates avec succès, et s'attira les sympathies des Italiens eux-mêmes. Son administration se signala par des réformes et des améliorations salutaires qui lui valurent une réputation de libéralisme et de bon administrateur. Aimant les arts et les sciences, l'archiduc les cultiva dans ses moments de loisir; artiste et savant par goût, mais non en réalité, il se construisit sur les bords de l'Adriatique, près de Trieste, un château-palais, style moyen âge, une merveille dans laquelle il réunit des collections variées recueillies pendant ses longs voyages. C'est dans ce séjour de prédilection qu'il aimait à se livrer à ses goûts de collectionneur.

En sa qualité de marin, l'archiduc n'aimait point l'armée de terre, et son ignorance de l'art militaire, de l'administration et de l'organisation d'une armée était assez grande pour l'avoir rendu plusieurs fois, au Mexique, injuste envers nos chefs. Je ne retracerai point ici le portrait de l'archiduc esquissé dans mon livre intitulé *Le Mexique tel qu'il est. La vérité sur son climat, ses habitants et son gouvernement*. Je dois pourtant dire que sa réputation de prince libéral, faite en Lombardie, ne signifiait absolument rien. L'archiduc Maximilien n'était que le lieutenant de son frère et n'avait par conséquent qu'une responsabilité très limitée. L'empereur n'avait point d'enfant, l'archiduc pouvait espérer d'en avoir; en se rendant populaire par des concessions faites aux Italiens et au parti libéral, il pouvait entrevoir, dans un ave-

nir plus ou moins rapproché, la couronne d'Autriche peser sur son front. Tout le bien qui se faisait dans le Lombardo-Vénitien était attribué à l'archiduc, tout celui qui ne se faisait pas et toutes les mesures de suspicion ou de répression qui faisaient tant murmurer les libéraux, retombaient sur son frère l'empereur. On avait peut-être raison, mais l'archiduc profitait de cette situation; gai, simple, affable, séduisant au possible, il développait par ses manières ce sentiment public qui creusait un sillon entre les deux frères. C'est ce sillon, ces espérances inavouées qui motivèrent, jusqu'en 1863, les hésitations de l'archiduc Maximilien, à l'égard de la couronne du Mexique qu'on lui offrait, qui le décidèrent ensuite à faire scruter par M. Eloin, en 1866, l'opinion publique en Autriche et qui lui valurent la dépêche envoyée par le gouvernement autrichien à M. Lago, lorsque l'infortuné prince voulut abdiquer et revenir à Miramar.

M. Gutierrez, en arrêtant son choix sur l'archiduc Maximilien pour le trône du Mexique, s'imagina que les qualités du prince suffisaient pour régénérer le pays et lui imposer un gouvernement stable et fort. C'était une erreur; on ne pouvait ni régénérer le pays ni lui donner un gouvernement fort avec un prince faible, et malheureusement ce prince était d'une extrême faiblesse de caractère; il crut que le Mexique était une succursale de la Lombardie, et qu'en lui donnant de bonnes lois il ferait son bonheur. Cette illusion le perdit. Outre ses illusions et ses faiblesses de caractère, le prince n'était point l'homme de la situation. En 1862, lorsque j'écrivis mon livre intitulé *L'Empire au Mexique*, je dis à la page 129, en parlant de la candidature de l'archiduc Maximilien. — « *Qui donc empêchera Carvajal, Juarez, Saragoza, et tant d'autres d'aller à Mexico fusiller l'archiduc, lorsque les Français n'y seront plus* »? Que faisait alors ce prince? Il faisait venir à Miramar, de Paris et de Vienne, des dessins d'habits et de boutons pour sa future livrée impériale, et pourtant, il n'avait point encore accepté la couronne!!!



Mais ce n'était pas tout d'avoir trouvé un empereur du Mexique, il fallait d'abord obtenir son consentement, puis faire accepter le souverain aux puissances intéressées et enfin le faire agréer aux Mexicains. M. Gutierrez de Estrada dut mettre cinq ans d'efforts continuels, de voyages et de pourparlers pour arriver à ce triple résultat. L'archiduc Maximilien n'ayant aucune envie d'accepter la couronne du Mexique, M. Gutierrez, pour le décider à seconder ses vœux, eut indirectement recours à la princesse Charlotte. Sûr de trouver en elle un appui, dans le cas où le roi Léopold approuverait ce projet, M. Gutierrez part pour la Belgique, reçoit du Nestor des souverains l'approbation la plus complète et des encouragements formels. Le roi, esprit très pratique, vit dans ce projet une couronne impériale pour sa fille, une inquiétude de moins pour l'Autriche, une alliance utile entre la Belgique, l'Angleterre, l'Autriche, la France et l'Espagne. Au point de vue politique, cette couronne était plus sûre pour la princesse que celle d'Autriche; au point de vue commercial, Anvers et toute la Belgique devaient éprouver les bienfaits de ce grand marché nouveau, ouvert au commerce belge en Amérique.

M. Gutierrez repart alors pour Miramar; j'ai tout lieu de croire qu'il avait l'agrément, par écrit, non seulement du roi des Belges, mais encore de l'empereur d'Autriche; il entretient d'abord l'archiduchesse, qui le seconde déjà, puis l'archiduc, des malheurs du Mexique et de ses ressources; il fait appel à leur intelligence, à leur cœur pour entreprendre la régénération et le salut de ce pays; il engage ces deux jeunes descendants de Charles-Quint à se dévouer à cette noble mission humanitaire et politique; il les séduit enfin par l'éloquence la plus touchante que put lui inspirer son vrai patriotisme. L'archiduc, pourtant, n'accepta pas; avant de se décider, il voulait avoir l'appui des puissances intéressées au maintien de l'ordre au Mexique, il voulait aussi être appelé par le peuple mexicain. Quant à l'archiduchesse, une couronne impériale a pu la séduire, mais ce n'est point

une sottise ambition qui la poussait à lancer son auguste époux dans cette aventure. L'histoire a ses réticences et ne doit parler que des choses publiques; je me tairai donc sur les causes réelles de cette ambition légitimée par l'activité fébrile d'une noble intelligence et d'une nature ardente ayant besoin de se dépenser dans le mouvement d'une grande entreprise. Ceci devait se passer à la fin du mois de décembre 1860.

M. Gutierrez partit de Miramar avec l'espérance que l'archiduc accepterait le trône du Mexique. Jusqu'alors, il avait agi à peu près seul, il vint à Paris s'entendre avec ses compatriotes. M. Almonte, esprit éminemment pratique, reçut avec une certaine froideur les ouvertures de M. Gutierrez. Comme Santa-Anna et plusieurs autres de ses amis, de républicain sincère, il était devenu monarchiste, par amour pour sa patrie et parce qu'il avait fini par comprendre que cette forme de gouvernement, avec un prince étranger, convenait mieux au Mexique que la forme républicaine qui l'avait perdu; mais il ne se dissimulait pas qu'un prince qui ne serait pas appuyé par des forces européennes et de solides finances, pourrait bien avoir le sort d'Iturbide. L'Autriche ne pouvait envoyer une armée pour soutenir le nouvel empereur; la France seule, par son esprit chevaleresque et l'excellence de ses troupes qui venaient de montrer en Crimée, en Syrie, en Chine, en Cochinchine ce qu'elles savent faire, pouvait entreprendre l'expédition du Mexique avec succès. Était-il probable qu'elle l'entreprendrait pour établir un prince autrichien, dans un moment où les échos de Solferino vibraient encore? Néanmoins, si la France marchait, le général Almonte voulait bien donner son concours pour sauver la patrie commune des griffes du Yankee et de l'anarchie mexicaine; mais il ne voulait pour le moment qu'une simple intervention qui permit aux Mexicains de tous les partis de se réunir à Mexico, en assemblée de notables protégée par les baïonnettes neutres, et de constituer librement un gouvernement régulier, qui deviendrait fort par l'appui prolongé d'une intervention européenne.



M. Gutierrez révéla tous ses plans au P. Miranda, à monseigneur Labastida et à d'autres personnages de ce parti; ils furent naturellement bien accueillis, et tous lui promirent d'employer leurs efforts pour rendre populaire au Mexique l'idée de la monarchie et la candidature de l'archiduc Maximilien. Ces préliminaires posés, il fallait savoir maintenant comment les puissances intéressées accepteraient cette candidature. M. Gutierrez savait que toutes avaient à se plaindre du Mexique et que sans la guerre de Crimée et celle d'Italie, la France, l'Angleterre et l'Espagne auraient déjà avisé aux moyens de relever ce pays, de manière à pouvoir traiter avec lui et lui faire remplir les engagements pris par les traités; il savait aussi que ces puissances souffraient de l'abaissement de l'anarchie chronique de cette riche contrée, et qu'elles désiraient ardemment lui voir prendre un rang parmi les nations civilisées. Son projet devait donc satisfaire ces puissances; mais quel serait leur concours, voilà ce qu'il ignorait. Il pria M. Hidalgo de plaider auprès de l'empereur Napoléon la cause du Mexique, comme étant une cause d'intérêt européen et particulièrement français. Voici les motifs de ce choix.

M. Hidalgo était un jeune Mexicain sans fortune, lancé dans la carrière diplomatique depuis 1848, grâce à la protection d'un ou de deux de ses compatriotes. En Europe, il sut s'attirer les sympathies de quelques grandes dames espagnoles qui le protégèrent. En 1860, lorsque la duchesse d'Albe mourut à Paris, S. M. l'impératrice chargea M. Hidalgo d'accompagner le corps de la jeune duchesse, à sa dernière demeure en Espagne. Ce service permit à M. Hidalgo d'obtenir de l'impératrice des audiences toutes les fois qu'il le désirait. Pendant l'automne de 1861, il profita du séjour de Leurs Majestés à Biarritz pour remplir la mission que lui avait confiée M. Gutierrez. M. Almonte avait déjà parlé d'une intervention, sans avoir toutefois abordé la question de la monarchie qui lui paraissait trop compliquée. Le terrain était préparé; M. Hidalgo trouva auprès de Leurs Majestés

un accueil satisfaisant et même une disposition encore vague d'intervenir au Mexique pour obtenir des réparations à nos intérêts lésés, à notre honneur blessé. En principe, l'empereur n'était point éloigné de contribuer à l'établissement d'un gouvernement d'ordre, sérieux et régulier, mais il ne songeait point à le faire sans le concours des puissances également intéressées. Sa Majesté n'avait point oublié que dans sa brochure sur le percement du canal de Nicaragua, publiée en 1846, le prince Louis-Napoléon demandait la construction, dans l'Amérique centrale, « d'un État florissant et considérable qui rétablira l'équilibre du pouvoir, en créant dans l'Amérique espagnole un nouveau centre d'activité industrielle assez puissant pour faire naître un grand sentiment de nationalité, et pour empêcher, en soutenant le Mexique, de nouveaux empiétements du côté du nord. » Il ne se bornait pas à des pressentiments indéfinis, il voyait déjà s'élever, sur quelque point de ces rivages, une ville unique, une Constantinople du nouveau monde, plus heureuse que cette Constantinople de l'ancien monde « dont l'admirable position, écrivait-il dix ans avant le traité de Paris, est un objet de jalousie pour toutes les grandes puissances de l'Europe qui s'accordent pour y maintenir un gouvernement... incapable de tirer parti des avantages que lui a prodigués la nature. » Un gouvernement mexicain consolidé par l'Europe devait donc réaliser le programme de 1846, dans lequel les intérêts industriels, commerciaux et politiques des puissances européennes, est parfaitement développé. Quant à la forme monarchique donnée au gouvernement mexicain, l'empereur étant désintéressé dans la question, et ne voulant point de la couronne pour un des membres de sa famille, il lui était indifférent que les Mexicains, libres de leur choix, arrêtassent leurs yeux sur un prince espagnol ou autrichien.

Dans le courant de 1861, les projets de M. Gutierrez ne sont qu'à l'état de principe et de germe, mais ils promettent de réussir; avant de leur donner un peu plus de consistance,



il fallait agir au Mexique. Le P. Miranda et monseigneur Labastida écrivent à leurs amis ; Santa-Anna, influencé de tous les côtés et par ses propres sentiments, promet de retourner dans sa patrie pour y établir « un gouvernement fort. » Les généraux conservateurs qui tenaient la campagne contre Juarez furent-ils informés du plan de M. Gutierrez ? C'est probable, quoique les difficultés matérielles qu'ils devaient rencontrer pour communiquer avec leurs amis résidant à l'étranger rendissent ces communications fort difficiles et très longues. Aussi, ne suis-je point étonné de les voir, au commencement de 1862, paraître ignorer encore même l'existence de l'archiduc Maximilien, comme le témoignent leurs lettres dans lesquelles ils ne parlent que de l'intervention et de ses premiers actes. Néanmoins, les négociations des Mexicains résidant en Europe et dans les Antilles semblent pressenties dans la convention de Londres qui défend aux puissances signataires de retirer aucun avantage particulier de l'intervention ; ces négociations devaient donc être connues pareillement au Mexique. Avant de parler du traité de Londres, je dois exposer la situation des partis au Mexique, à la fin de 1861, et des chances de succès que pouvait avoir le rétablissement de la monarchie dans ce pays.

« Sans connaître notre passé, comment connaîtraient-ils notre présent ? » disait M. Gutierrez de Estrada en parlant de tous ces écrivains improvisés qui parlent du Mexique à tort et à travers, parce qu'ils en ont vu une partie, sans se donner la peine de l'étudier. M. Gutierrez avait raison.

L'histoire nous enseigne que, dans tous les pays et à toutes les époques, les grands partis politiques ont eu des sentiments pour prétexte et l'intérêt pour mobile. Elle nous apprend aussi que ces partis se divisent en deux catégories : ceux qui possèdent, appelés aujourd'hui conservateurs, et ceux qui veulent posséder, connus sous le nom de libéraux. De ces deux partis en naît un troisième, qui tient des deux et ne ressemble ni à l'un ni à l'autre ; on le nomme

libéral modéré. Le nom et le drapeau changent, mais le mobile reste le même. Cette vérité historique se révèle dans le nouveau monde comme dans l'ancien.

Avant d'esquisser à grands traits l'histoire des partis au Mexique, je dirai d'abord que ces partis tels qu'on les comprend en Europe n'existent pas et ne peuvent pas exister. La politique est une livrée nécessaire, au Mexique comme ailleurs, mais dans ce pays elle habille des hommes et les fait marcher de force ; des partisans convaincus, elle n'en a presque pas, des martyrs volontaires, elle n'en a point et ne peut pas en avoir. Les monarchistes, les conservateurs et les libéraux proprement dits constituent dans ce pays d'honorables individualités, mais ils ne sont pas assez nombreux pour constituer des partis. Le clergé séculier et surtout le clergé régulier, avaient acquis, sous le gouvernement espagnol, des propriétés immenses. Leurs richesses et l'emploi qu'ils en firent créèrent l'omnipotence du clergé. D'une situation pareille il résulta que la population pauvre, ambitieuse ou fainéante voulut entrer dans le sacerdoce ou dans les couvents. L'esprit religieux ou fanatique de cette époque et la situation morale et sociale que je viens d'indiquer contribuèrent à faire alors du Mexique un État monastique ou clérical, — comme on dirait aujourd'hui. En effet les Indiens, — soumis au clergé comme des enfants, — étant nuls en politique, le reste de la nation, qui n'était pas dans l'Église, avait des intérêts de parenté, d'affaires ou de servitudes avec les membres de l'Église mexicaine. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la multitude de clochers qui dominent les villes et les villages du Mexique pour être convaincu du fait matériel. Le fait moral se prouve par l'histoire détaillée de la Nouvelle-Espagne.

Le parti clérical n'étant que l'exagération du parti conservateur — comme les *puros* sont l'exagération du parti libéral — je ferai des deux un seul groupe. Ce groupe forme les dix-neuf vingtièmes de la population. Cette assertion est fondée sur les faits suivants : toute la population indienne



— plus de six millions d'âmes — est cléricale, — si elle est quelque chose, — car elle est très opposée aux libéraux dont elle a toujours eu beaucoup à souffrir. Toutes les femmes — et c'est une force en politique religieuse — sont cléricales. Les propriétaires sont naturellement conservateurs, au Mexique surtout, où les traditions et les intérêts dictent les sentiments. Le petit commerce est généralement pour l'ordre, et jusqu'à présent les libéraux n'en ont guère procuré. Ces différents groupes ne forment-ils pas les dix-neuf vingtièmes de la population? La majorité du parti conservateur est donc écrasante au Mexique, et tout le monde le sait, c'est elle qui a fait l'empire. Si les réactionnaires ou cléricaux sont conservateurs, les conservateurs ne sont pas tous réactionnaires ou cléricaux, loin de là. La majorité d'entre eux, civils ou militaires, est progressiste et plus libérale en réalité que les libéraux eux-mêmes.

Le parti libéral se compose des hommes qui ne possèdent rien ou peu de chose, des ambitieux, des mécontents, des brouillons et de tous ceux auxquels répugne la domination d'un clergé riche et peu évangélique. Ce parti, appelé dans tous les pays le parti d'action, c'est à dire remuant et batailleur, n'ayant rien à perdre et tout à gagner par les révolutions, en a fait au Mexique autant qu'il a pu. Depuis 1821, on en compte DEUX CENT QUARANTE. Les partis politiques, comme les médailles, ont un côté plus ou moins beau, un revers plus ou moins laid. Le revers des partis, ce sont les exagérations, l'intérêt personnel substitué au patriotisme, les passions secrètes cachées derrière le drapeau.

On a vu avec quelle rapidité vertigineuse, les gouvernements conservateurs et libéraux se succédaient au pouvoir; mais ce que je regrette de n'avoir pu, — faute d'espace, — mettre suffisamment en relief, ce sont les détails de cette lutte constante, acharnée entre les deux partis, et les maux inouïs qu'elle a infligés aux populations inoffensives, agricoles, industrielles, en particulier, et à toute la nation en général. M. Charles de Barrès et le rapport du comité de

l'assemblée des notables font sur l'empléomanie, — cette plaie hideuse du Mexique, — des tableaux navrants que je dois retracer ici pour mieux faire comprendre quelle était la situation de ce pays, lors de la convention de Londres.

« La cause en est, dit M. de Barrès, en parlant des révolutions, dans l'habitude prise, depuis l'indépendance, par une foule de gens, de vivre aux dépens du trésor et de ne chercher leurs moyens d'existence que dans les postes publiques. Il y a dans ce pays, quarante ou cinquante mille citoyens qui regardent l'État comme leur patrimoine naturel; l'empléomanie est devenue leur unique industrie. Or, comme il est difficile à un budget aussi mince que le budget mexicain de défrayer tant de monde, on compte toujours ici quinze ou vingt mille mécontents qui s'agitent, qui conspirent et font mille efforts pour déposséder leurs rivaux et rentrer aux affaires. Cette foule besoigneuse trouve toujours des chefs pour l'entreprise. Voilà quarante et tant d'années que le Mexique tourne dans le même cercle révolutionnaire. »

J'ai entendu des Mexicains se servir de cet amour de leurs compatriotes pour les places, les emplois, les honneurs, les décorations, les titres et les habits brodés, comme d'un argument en faveur des goûts et des idées monarchiques de leur race. Ce qu'il y a de certain, c'est que ces goûts sont en désaccord avec les idées démocratiques et les mœurs républicaines.

« Les abus de l'empléomanie, dit le rapport de l'assemblée des notables, croissant chaque jour, pouvons-nous être surpris que la facilité à se prêter à la corruption soit arrivée à devenir la meilleure recommandation pour ceux qui aspirent aux emplois dans l'administration des finances; que la dilapidation et la banqueroute aient remplacé la bonne gestion des fonds publics, et que les auteurs du désamortissement des biens ecclésiastiques ont eu pour but non de les nationaliser, ainsi qu'on la fait ailleurs, mais de les monopoliser dans les mains d'une poignée de spéculateurs, sans



que la masse en ait retiré aucun avantage pendant cette époque de vandalisme et de rapine? »

Après des convulsions de toutes sortes, dans les terres mouvantes de cette société plus dissoute que dissolue, au milieu d'hommes auxquels manquent les vertus civiques, les idées monarchiques, en effet, n'avaient pas sombré complètement; elles ont surnagé comme une aspiration confuse d'hommes harassés d'anarchie et de servitude, et plusieurs fois même elles se sont formulées au grand jour. Toutes les fois que les apôtres de la monarchie ont voulu présenter ce remède aux maux de la patrie, ils ont été repoussés, non par dédain pour ce remède, mais parce qu'il a toujours été présenté dans des circonstances inopportunes et sans un plan arrêté. N'ayant ni le temps, ni le courage, ni peut-être même la pensée de retourner à la monarchie, les Mexicains ont poursuivi l'ombre effacée de la royauté dans des dictatures de plus en plus avilies.

Quand l'indépendance des Amériques a été accomplie, il y a toujours eu dans les nouvelles républiques deux principes en lutte, la centralisation et le fédéralisme, origine de toutes les révolutions qui ont eu lieu dans ces contrées. Le principe conservateur s'est assimilé tout ce qu'il y a de distingué dans le pays, et c'est parmi les hommes de ce parti qu'on a trouvé le vrai patriotisme, tandis que le parti fédéral a trouvé son appui parmi les hommes de moindre valeur et surtout parmi les plus cruels ennemis de l'indépendance mexicaine, — les Américains, — qui ont toujours déguisé leur soif d'absorption et d'annexion derrière une hypocrite sympathie. Le fédéralisme est donc le grand mal des républiques hispano-américaines, c'est lui qui a produit les grandes révolutions et les petites tyrannies, c'est lui qui a proclamé le plus souvent la spoliation et l'assassinat des étrangers et surtout des Espagnols. On comprend pourquoi l'Espagne avait toujours des motifs pour intervenir au Mexique, un désir permanent de le faire; ses révolutions intérieures l'en ont seules empêchée.

En étudiant l'esprit du mouvement national de l'indépendance et l'histoire même de la république, il est facile de reconnaître la puissance du sentiment monarchique. La junte de Zitacuaro, le congrès de Chilpancingo, le plan d'Iguala, le traité de Cordova, l'empire d'Iturbide, la présidence de Parédès, la mission de Gutierrez de Estrada en 1846 et 1854, le mouvement de l'opinion publique en 1863 et 1864, sont autant de preuves que ce sentiment est toujours resté à l'état latent au fond des consciences mexicaines, et qu'il s'est manifesté toutes les fois qu'il a pu le faire librement. La population mexicaine, divisée en trois éléments nettement tranchés : les créoles, les métis et les Indiens, même en ne tenant aucun compte de ses traditions et de son passé, ne pouvait organiser sérieusement un gouvernement républicain. Les créoles sont maîtres de la propriété foncière, de l'industrie, du capital. Les Indiens forment la classe des travailleurs agricoles, sont les pionniers, cultivent le sol de l'hacienda sur lequel un système habilement conçu, âprement appliqué, les retient esclaves. Entre ces deux éléments se placent les métis, ouvriers d'industrie et de fabrique, chefs de culture et contre-maîtres, dont la fonction sociale la plus caractérisée est de servir d'intermédiaires, pour la direction des travaux et la transmission des ordres, entre le créole et l'Indien : ces trois classes sont profondément séparées les unes des autres et cette séparation s'affirme chaque jour davantage, loin de diminuer.

Constituer dans ce pays une république démocratique sera longtemps encore une utopie. Livré à lui-même, le gouvernement républicain sera, dans l'avenir, ce qu'il a été dans le passé, c'est à dire impuissant à répondre aux nécessités sociales du Mexique. En effet, si les Indiens qui constituent les six ou sept huitièmes de la population sont humainement dignes d'être élevés au rang de citoyens, ils demeureront incapables de prendre part à la vie publique et d'exercer les droits civils aussi longtemps qu'on les privera d'instruction, qu'on les maintiendra dans cette servitude qui ressemble